

L'incinérateur qui enflamme les esprits

Face à des riverains inquiets, des débats sont organisés sur la rénovation d'un site de combustion de déchets près de Paris.

Par **GUILLAUME LAUNAY**
Photo **VINCENT NGUYEN.**
RIVA-PRESS

Peut-on encore vendre un incinérateur aux Français ? C'est sans doute un peu plus dur qu'avant. Avant le temps des combats de riverains et d'associations contre les rejets de dioxines ou des préconisations environnementales nées du Grenelle, qui donnent la priorité à la prévention et au recyclage. Mais, malgré tout, la solution incinération garde la faveur de nombreux élus, dans un pays qui compte encore près de 130 installations (record d'Europe). Et notamment à Paris, où se débat en ce moment l'avenir de l'incinérateur d'Ivry. Opération séduction à laquelle s'attelle le Syctom, le syndicat intercommunal d'élus qui traite les déchets de Paris et de 83 communes de banlieue. Après l'incinérateur d'Issy - reconstruit et relancé fin 2007 -, celui d'Ivry, le plus important de France, arrive en bout de course. Les fours de cet équipement en bordure de périphérique, dont les deux cheminées font partie du paysage du sud parisien, n'en ont plus que pour dix années à brûler nos poubelles. Le Syctom propose donc de le remplacer par un équipement neuf, qui allie incinération et méthanisation. Vu l'ampleur de l'investissement (autour de 800 millions d'euros), le projet fait l'objet en ce moment d'une procédure de débat public. Les réunions ont commencé en septembre pour s'achever le 14 décembre, afin de répondre à des questions comme «*Quels modes et quelles capacités de traitement pour le nouveau centre ?*» (hier soir) ou «*Quels sont les impacts environnementaux ?*» (jeudi prochain). Un tel débat peut-il se dérouler sans la fronde rencontrée par exemple à Fos-sur-Mer ou Arques (lire ci-contre) ? Voilà en tout cas comment les élus franciliens espèrent y parvenir.

JOUER LA TRANSPARENCE

«*N'en doutez pas, le Syctom se réjouit de l'organisation du débat public.*» François Dagnaud, président du syndicat intercommunal, compte bien profiter du dé-

bat pour convaincre les réticents. «*On a une certaine expérience en termes de concertation et de transparence, même si on comprend que les gens ne nous applaudissent pas à tout rompre*», expliquait l' élu parisien mi-septembre. Le risque reste toutefois modéré, le débat n'ayant pas vocation à trancher. «*Nous n'avons pas d'avis à donner*, explique Philippe Marzolf, président de la commission sur le débat public d'Ivry. **RÉCIT** *Il s'agit d'écouter tout le monde, que ce soit monsieur ou madame Michu ou le président de la région.*»

PRÉSENTER UNE OPTION FICELÉE

Dès la première réunion publique le 22 septembre à Ivry, un associatif s'est agacé : «*Je n'ai pas entendu parler des alternatives étudiées. S'il n'y a pas plusieurs solutions, de quoi va-t-on débattre ?*» Un point qui irrite aussi Anne-Laure Wittmann, des Amis de la terre : «*On est face à un projet tout ficelé, le Syctom semble juste voir le débat public comme une façon d'expliquer son projet, alors qu'il a déjà choisi.*» Le Syctom explique avoir réalisé en amont ce travail d'études préalables et retenu la meilleure option. Philippe Marzolf, de la commission du débat public, estimait lui aussi la semaine dernière que le maître d'ouvrage «*n'avait peut-être pas assez expliqué le processus qui l'avait amené à faire ce choix.*»

PARER L'INCINÉRATION DE VERTUS

François Dagnaud explique vouloir «*sortir des débats un peu théologiques*» en «*améliorant le bilan environnemental*» de son projet. Le Syctom prévoit donc un redimensionnement à la baisse des équipements, qui traiteront 20% de déchets en moins, signe qu'il prend en compte les politiques de réduction des déchets. Par ailleurs, le centre comportera un volet méthanisation pour transformer la part de déchets organiques des poubelles en biogaz et en compost. Un procédé encore rare en France, qui inquiète parfois : «*On ne connaît pas encore le vrai bilan énergétique de la méthanisation*», regrette ainsi Jean-François Poitvin, d'Ile-de-France Environnement. Autre élément à l'actif du projet : le centre d'Ivry est raccordé à un réseau



de chauffage qui alimente l'équivalent de 100 000 logements. Et gardera la même production, malgré la baisse des volumes incinérés.

METTRE LE CITOYEN LE NEZ DANS SES POUBELLES

«*Même si on réduit notre production, le zéro déchet n'est pas pour demain*», martèle François Dagnaud qui répète souvent qu'il «*refuse de voir se multiplier des petits Naples autour de Paris*». Bref, tant que les Parisiens et banlieusards produiront autant de déchets (436 kg par habitant et par an, dont 371 d'ordures résiduelles hors tri), il faudra bien s'en

occuper, et sur le territoire concerné. Un réalisme qu'Anne-Laure Wittmann qualifie de «*manque de volonté politique*» : «*Le message qu'on envoie aux habitants, c'est qu'on ne les incite pas à faire des efforts. Ça coûte pourtant tellement moins cher d'investir dans la prévention.*» «*Le recyclage, la réduction à la source, ce sont les questions qui ressortent le plus du débat*, souligne Philippe Marzolf. *Da-* **LIBÉRATION VENDREDI 6 NOVEMBRE 2009**

REPÈRES

LE SYCTOM

Le syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne est un établissement public qui regroupe 84 communes, dont Paris et gère les déchets des 5,5 millions d'habitants concernés. Soit 2,43 millions de tonnes en 2008. La collecte reste de la responsabilité des communes.

128

C'est le nombre d'incinérateurs en France qui brûlent près de 13 millions (12 951 000) de tonnes de déchets ménagers par an. Un parc en diminution mais qui reste le premier d'Europe, selon l'Ademe.

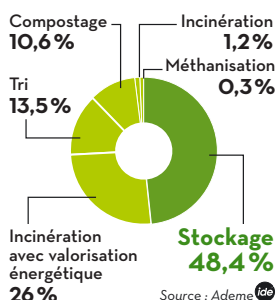
DÉBAT PUBLIC

La commission nationale du débat public, créée en 1995 par la loi Barnier et renforcée en 2002, «a pour mission de veiller à la participation du public pendant la phase d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement ayant une incidence importante sur l'environnement ou l'aménagement du territoire».

«La priorité ne sera plus à l'incinération mais au recyclage des déchets. Il faudra prouver pour tout nouveau projet d'incinérateur qu'il s'agit bien de l'ultime recours.»

Nicolas Sarkozy le 25 octobre 2007 lors du Grenelle de l'environnement

OÙ VONT NOS DÉCHETS ?



En région parisienne, l'incinérateur d'Ivry, le plus important de France, le 23 septembre. Il arrivera en bout de course dans dix ans.

La construction d'un incinérateur fait craindre un risque de pollution.

Arques part en campagne contre une usine imposée



«S'il y avait eu un vrai débat il y a huit ans, on n'en serait pas là.» Ils discutent par petits groupes, sous des parapluies.

Autour d'eux, des pancartes «Décideurs, dites non à l'incinérateur»; «Ne jouons pas aux apprentis sorciers». On est en rase campagne, au milieu d'une zone d'activités, devant le site du futur incinérateur Flamoval, à Arques, près de Saint-Omer, (Pas-de-Calais). C'est le 3 octobre, ils sont 200, il y a des agriculteurs, des écologistes, des syndicalistes avec leurs drapeaux, des médecins, des maires, des riverains. Le maire socialiste d'Hazebrouck, Jean-Pierre Allosery, les députés UMP Françoise Hostalier, et André Flageolet ne sont pas là, mais ils les soutiennent. Christophe Bonduelle, celui des petits pois, qui a son siège à Renescure, à quelques kilomètres, sous les vents du futur incinérateur, aussi. Ce qu'ils réclament? «Un débat démocratique. Choisir notre vie plutôt que la subir», dit Thierry Willaey, conseiller municipal (Verts) d'Hazebrouck. Or, la loi n'oblige pas à l'organisation d'un débat public pour un tel investissement.

Cancer. En septembre 2008, près de 4 000 personnes ont défilé contre le projet d'incinérateur Flamoval. Le 17 juin, le préfet du Pas-de-Calais a signé l'arrêté qui lançait la construction. Entre-temps, un débat, dans la rue, dans la presse locale, des réunions d'opposants, mais zéro débat public. «La démocratie, c'est les élections», rétorque Joël Duquenoy (PS), défenseur du projet, et nouveau président du syndicat mixte Flandres-Merignies, qui regroupe les 159 communes concernées par l'usine qui brûlera les 92 500 tonnes de déchets. Derrière la demande de dé-

bat, il y a toutes les questions. Les riverains et les médecins craignent pour la santé: dans la région championne de France du cancer, personne ne veut de dioxine en plus. L'incinérateur voisin de Dunkerque vient d'être pris en flagrant délit d'avoir craché 96% de plus de dioxine que la norme admise. Quand elle l'a appris, la députée Françoise Hostalier a écrit à Nicolas Sarkozy, lundi, pour lui demander de faire «arrêter ce projet et procéder à une remise à plat des solutions possibles».

Courgettes. Bonduelle – qui n'a pas souhaité répondre à Libération – tremble pour sa marque. Ses salariés, en intersyndicale, le soutiennent au nom des 650 emplois de l'usine. Les agriculteurs s'inquiètent

pour la qualité de leur terre, Bonduelle les a prévenus: si l'incinérateur s'installe, il se sépare d'eux. La majorité des courgettes produites en France pousse à quelques centaines de mètres de la future usine. Et il n'y a pas mieux comme légume pour

«La démocratie, c'est les élections.»

Joël Duquenoy défenseur du projet

fixer la dioxine. «Or tous les incinérateurs ont un jour des pépins, les médias s'empareront de l'affaire. C'est ingérable», soupire François Bourgain, président d'Oplinord, l'organisation des producteurs de légumes industriels. Des alternatives? Oui, disent les défenseurs de l'environnement, entre autres pro-

duire du méthane, à partir des déchets verts, et réduire plus à la source.

A plein régime. Antoine Bonduelle, cousin de Christophe et expert du Giec, le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat:

«L'Ademe nous dit que le volume de déchets est en train de baisser, à la source. Or avec 10% de déchets en moins, l'incinérateur ne

fonctionne plus bien: pour qu'il ne soit pas plus polluant, il doit tourner à plein régime, question de combustion. Pour trouver les 92 000 tonnes de déchets, on va devoir les chercher en camion à 60 kilomètres». Donc polluer. «Un raisonnement pervers.»

HAYDÉE SABÉRAN
(à Arques)

Lundi 9 novembre

Libération

Numéro spécial

Berlin 1989-2009



Comment la chute du Mur a changé le monde